

Confiance des Français : l'entreprise, refuge de confiance dans la tempête 62 % des Français ont confiance dans les entreprises

À Paris, le 17 février 2026

- Le dernier baromètre de la confiance politique – *En qui les Français ont-ils confiance aujourd'hui ?* – du CEVIPOF réalisé en partenariat avec l'Institut de l'Entreprise, met en lumière un contraste saisissant : alors que la défiance envers les institutions politiques et syndicales s'accroît, les entreprises conservent un niveau de confiance élevé.
- Dans un climat dominé par la « méfiance », la « lassitude » et la « morosité », seuls 15 % des Français déclarent faire confiance aux partis politiques. À l'inverse, 62 % font confiance aux entreprises, un niveau stable par rapport à l'an dernier.
- Cette singularité française contraste avec l'évolution observée en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni, où la confiance envers les institutions et les syndicats progresse. La France se distingue ainsi par une crise plus profonde du lien civique, qui revalorise mécaniquement les acteurs perçus comme efficaces et concrets. Elle positionne les entreprises comme des acteurs incontournables du débat public, capables d'apporter des réponses concrètes aux attentes des citoyens, notamment en matière de formation et d'intelligence artificielle.

Au sein de la nouvelle édition du baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, réalisé par Opinion Way, en partenariat avec le CESE, CMA-France, l'École nationale d'études politiques et administratives de Bucarest (SNSPA), EDF, Intérieure Mutuelle et l'Université Guido Carli-LUISS de Rome, l'Institut de l'Entreprise analyse la relation des Français à l'entreprise. Les résultats pour la France sont comparés à ceux de l'Allemagne, de l'Italie et du Royaume-Uni. L'enquête, menée en janvier 2026, repose sur les réponses de 8 590 participants dans ces quatre pays.

Dans un contexte de défiance généralisée, l'entreprise tient bon

Le constat est sans équivoque : 78 % des Français déclarent ne pas avoir confiance dans la politique et 87 % estiment que les responsables politiques ne se préoccupent pas suffisamment des citoyens. Pour 82 % des Français, la situation politique actuelle est jugée « grave ou très grave ». Il ne s'agit plus d'une défiance conjoncturelle, mais d'un **doute structurel à l'égard de la capacité des institutions à produire des solutions.**

Dans ce paysage marqué par l'érosion continue de la confiance publique, **l'entreprise française fait figure d'exception** en maintenant un niveau de confiance élevé. Cette stabilité vaut signal : lorsque la confiance s'effondre presque partout, les entreprises – avec les cercles de proximité – apparaissent comme des refuges de crédibilité. Ainsi, avec **62 % de confiance**, elle devance ses homologues allemands (53 %), italiens (60 %) et britanniques (45 %).

Mais ce chiffre ne traduit pas une adhésion naïve : il témoigne d'une hiérarchie comparative. Les Français n'estiment pas que tout fonctionne dans l'entreprise, mais qu'elle fonctionne mieux que le reste. Et ce, malgré une chute de l'indice de confiance envers la direction (-4 points), alors que celle accordée au management direct continue d'augmenter. Ce différentiel n'est pas seulement statistique : il révèle un déplacement du centre de gravité de la confiance publique. Là où le politique est perçu comme impuissant ou déconnecté, l'entreprise incarne l'action, la capacité d'exécution et l'inscription dans le réel.

Ce niveau de confiance dans l'entreprise est d'autant plus remarquable que le débat public a récemment multiplié les critiques à l'égard du monde économique. Autrement dit, la controverse politique n'a pas entamé la légitimité sociale de l'entreprise. Cela suggère une dissociation croissante entre le discours politico-médiatique et la perception vécue des Français.

« Alors que la confiance des Français envers leurs institutions s'étiole, l'entreprise confirme son rôle de pilier, en offrant lisibilité, constance et projection dans le long terme. Ce différentiel de confiance révèle un besoin profond de repères durables dans une société traversée par l'incertitude », explique **Pierre-André de Chalendar, Président de l'Institut de l'Entreprise.**

Les entreprises en première ligne face aux attentes sur l'intelligence artificielle

L'essor de l'intelligence artificielle s'inscrit dans ce climat d'instabilité. Les Français expriment des inquiétudes fortes : **81 % redoutent des atteintes à leur vie privée et 63 % des effets négatifs sur l'emploi.** La technologie concentre ainsi les angoisses d'une société déjà fragilisée par la perte de confiance institutionnelle.

Les Français se montrent plus réservés que leurs voisins européens sur l'ensemble des usages de l'IA. Ce scepticisme traduit moins un rejet de l'innovation qu'une demande d'encadrement et de garanties. En effet, les effets positifs de l'IA sont déjà bien identifiés : parmi les 34 % de Français qui utilisent l'IA dans le cadre professionnel, 54 % reconnaissent son utilité pour alléger et simplifier les tâches. La moitié des Français l'utilise également dans sa vie privée.

Le paradoxe est clair : l'usage progresse plus vite que la confiance. Dans ce contexte, les entreprises occupent une position décisive. Elles ne sont pas seulement utilisatrices de l'IA : elles doivent prendre une place de médiation entre l'innovation et ses utilisateurs. Elles sont attendues pour former, expliquer, co-construire les usages et garantir la transparence sur les impacts en matière d'emploi. Autrement dit, la confiance dont elles bénéficient leur confère une responsabilité accrue : transformer l'innovation en opportunité pour tous.

Des entreprises investies d'un rôle central dans le contrat social

La confiance accordée aux entreprises s'accompagne d'attentes élevées. **59 % des Français estiment qu'elles devraient bénéficier de davantage de confiance et de liberté de la part de l'État pour affronter les difficultés économiques.** Ce résultat traduit une inversion symbolique : là où l'État était historiquement perçu comme protecteur et stratège, une majorité relative considère désormais que l'entreprise doit disposer de marges d'action élargies pour agir efficacement.

Sur le terrain éducatif, **82 % des Français jugent que le système scolaire est trop éloigné du monde de l'entreprise** (contre 75 % en Allemagne, 79 % en Italie et 69 % au Royaume-Uni), et **72 % considèrent que les entreprises devraient contribuer davantage à la formation continue des enseignants.**

Ces niveaux, légèrement supérieurs à ceux observés dans les autres pays étudiés, confirment la place singulière des entreprises dans l'imaginaire collectif français : non seulement acteurs économiques, mais aussi partenaires de l'éducation et de la transformation sociale.

Il en résulte un double défi : renforcer l'engagement dans la formation pour mieux préparer les jeunes aux réalités professionnelles, et accompagner la transition technologique en sécurisant les parcours et en valorisant les opportunités offertes par l'innovation. En assumant pleinement cette responsabilité, les entreprises peuvent consolider leur rôle de stabilisateur social et contribuer à restaurer durablement la confiance.

« Aujourd'hui, les entreprises disposent d'une opportunité historique : devenir le principal vecteur de transformations dans un pays où le politique semble avoir renoncé. Elles sont attendues par les Français sur des sujets structurants comme l'intelligence artificielle, les relations école-entreprise et la formation, en prenant ainsi part à la construction de l'avenir, bien au-delà de leur mission strictement économique », explique **Flora Donsimoni, Directrice Générale de l'Institut de l'Entreprise.**

Retrouvez l'intégralité du baromètre de la confiance politique : En quoi les Français ont-ils confiance aujourd'hui ? sur le [site du CEVIPOF](#).

.....

Methodologie

Le baromètre de la confiance politique est une enquête du CEVIPOF réalisé par Opinion Way, en partenariat avec l'Institut de l'Entreprise, le CESE, CMA-France, l'École nationale d'études politiques et administratives de Bucarest (SNSPA), EDF, Intériale Mutuelle et l'Université Guido Carli-LUISS de Rome. L'enquête a été menée entre le 12 janvier et le 2 février 2026 en France, en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni. La méthodologie est détaillée au sein du rapport.

À propos de l'Institut de l'Entreprise

Créé en 1975, l'Institut de l'Entreprise est une association à but non lucratif réunissant une centaine d'entreprises de dimension multinationale mais fortement implantées en France. L'Institut travaille à valoriser le rôle et la place de l'entreprise dans notre société à travers différents programmes. **L'Agora** orchestre un travail collégial entre dirigeants et parties prenantes sur les grandes transformations et mutations de l'entreprise. **L'HEE** accompagne et forme des dirigeants issus de l'entreprise et de ses parties prenantes. **Melchior** créé le dialogue entre le monde de l'éducation et celui de l'entreprise afin d'améliorer l'insertion professionnelle des jeunes.

À propos du CEVIPOF

Le CEVIPOF (Centre de recherches politiques de Sciences Po) a été fondé en 1960 par Jean Touchard. Il est devenu un centre de recherche associé au **CNRS** en 1968. Il est dirigé depuis janvier 2024 par Kevin Arceneaux, avec Anne Muxel, directrice déléguée.

Le CEVIPOF est depuis ses débuts considéré comme l'un des centres majeurs pour les études et recherches de science politique, à la fois dans les appréciations scientifiques et dans l'aire du débat public ou celle de l'expertise auprès des gouvernements. S'il offre un regard approfondi sur la sphère politique en France, une grande partie des travaux menés adoptent une approche comparative tandis que d'autres thèmes ont une portée internationale.

Contacts presse

Marie Trüb

Agence Backbone

marie.trub@backbone.consulting

06 38 73 77 82

Eléna Piéto

Agence Backbone

elena.pieto@backbone.consulting

07 61 26 53 29